



Déclaration liminaire au Comité technique des DDI du 17 janvier 2012

2013 : l'année où les actes rejoignent les discours ?

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu re-convoquer aujourd'hui le comité technique des DDI, afin d'examiner plusieurs points sortis orphelins de la précédente réunion, soit par manque de temps, soit en raison du rejet unanime formulé par les organisations syndicales. Suite aux alertes adressées par ces mêmes organisations, vous avez de plus proposé d'inscrire un point d'ordre du jour en lien avec la décentralisation.

Dans le souci de réserver le temps nécessaire aux débats sur ces différents points, nous avons souhaité ne pas revenir sur l'ensemble des éléments de diagnostic portés par FO à l'occasion du dernier comité technique. Sachez en particulier que le contenu de notre précédente déclaration préalable, placée sous l'augure de la fin possible d'un monde, à savoir celui d'une République indivisible, cohérente, unique et égalitaire, reste de notre point de vue tout à fait d'actualité.

Aussi, nous vous proposons de placer notre première déclaration préalable de l'année sous l'angle des vœux. Des vœux que nous formulons à destination des agents que nous sommes chargés de représenter et de défendre.

Que l'année 2013 qui s'ouvre devant eux sous des auspices pour le moins menaçants, leur permette de retrouver :

- le sens de la conduite de leurs missions de service public précieuses pour la Nation,
- la lisibilité sur la pérennité de ces mêmes missions, de leurs postes et de leurs services,
- la valorisation de leurs parcours professionnels, de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations

Le tout au final pour enfin recouvrer la sérénité indispensable à l'exercice de leurs missions et à la prévention des risques psychosociaux, dimension aussi présente dans les discours que discrète dans les faits.

Et puisque nous en sommes au stade de l'évocation de l'abysse séparant les beaux discours parisiens de la dure réalité vécue par les agents des DDI et leurs familles, sachez monsieur le Président que vous disposez d'une possibilité aujourd'hui de nous donner un premier gage que la RGPP est bien finie, que la MAP est telle que le SGMAP a bien voulu nous la décrire lors de la précédente réunion. Il vous suffira pour cela de décider, tel que nous vous l'avons plusieurs fois demandé, de surseoir aux réformes sur l'ADS et l'ATESAT, et d'imposer un moratoire sur la suppression des unités territoriales.

Pour vous en convaincre, et au delà des interpellations désormais quotidiennes adressées par les élus de la Nation, nous avons tenu à vous apporter aujourd'hui le témoignage et l'appel de détresse des agents de la DDT de Haute Garonne.

A l'issue, votre position sur ces différents points sera pour nous révélatrice de la nature réelle des orientations politiques du gouvernement. Dans la négative, il sera vain de venir nous expliquer une nouvelle fois que « la RGPP, c'est fini », ou que MAP rime avec « réflexion avant l'action », « concertation », ou « valorisation des agents ».

Je vous remercie.